



Déclaration liminaire au CSE du 22 mai 2008

Fédération des
Conseils
de Parents d'Elèves
des Ecoles Publiques

108-110 Av. Ledru-
Rollin
75544 PARIS Cedex 11
Tél : 01.43.57.16.16
Fax : 01.43.57.40.78

e-mail :
fcpe@fcpe.asso.fr
Site : www.fcpe.asso.fr

Le Ministre doit entendre.

Depuis maintenant trois mois, des dizaines de milliers de lycéens, de parents d'élèves, d'enseignants, de personnels manifestent leur opposition aux 11 200 suppressions de postes annoncées pour la rentrée 2008 et aux différentes réformes annoncées sans concertation mais avec grand renfort médiatique.

Mais le Ministre n'entend pas. Il accuse les uns d'être manipulés, les autres de grévistes rituels, les parents FCPE d'être contre les parents. « Bouffons », « fainéants », « incohérents » ne sont pas les qualificatifs dont on affuble ceux avec qui on veut ouvrir un dialogue.

Dans leur quasi unanimité, syndicats et associations refusent la mise en cause de la maternelle, la conception passéiste de l'instruction avec des programmes qui considèrent les élèves comme des entonnoirs passifs et soumis.

Mais le Président n'écoute pas, méprise et provoque, en annonçant le soir d'énormes manifestations, un projet de loi visant à établir un service minimum en cas de grève... Oui, la grève représente une gêne pour les parents. Mais oui, le dialogue c'est mieux que la grève.

Mais qui refuse d'écouter ? Qui n'entend rien ? Qui prend le risque de la grève ?

Sachez, Monsieur le Ministre, que nul n'est dupe : quand vous parlez d'un service minimum - impossible à réaliser tant d'un point de vue constitutionnel que juridique ou matériel dans les 22 000 communes concernées - nous savons que vous ne cherchez qu'à détourner le débat pour ne pas parler de l'essentiel : l'Education de notre jeunesse !

Comment faut-il le dire pour être entendu ?

Faut-il un cyclone ? Un tremblement de terre ? Pour que le « marbre » du ministre laisse place à un être humain qui sache écouter ?

Des milliers de manifestants disent oui aux réformes, oui aux transformations du système éducatif afin que ce système permette vraiment la réussite de tous les élèves et prépare la société de la connaissance.

Des milliers de manifestants disent non à toutes les logiques commerciales qui n'ont pour seuls effets que :

- la destruction du service public d'éducation, la mise en concurrence des établissements, conséquence de la suppression de la carte scolaire,
- la perte de 72 heures d'enseignement par an pour tous les enfants de 3 à 12 ans,
- la surcharge des classes, la disparition programmée des RASED et l'externalisation de l'aide des enfants en difficulté, la suppression des filières,
- la suppression d'options,
- la mise en danger des filières professionnelles du BEP au BAC- pro 2ans.

A cela s'ajoutent les projets rétrogrades des nouveaux programmes en primaire, le choix des heures supplémentaires, la précarité des moyens et le retour de l'apprentissage junior à 15 ans.

Le ministre n'entend ni les « oui » aux besoins d'une politique ambitieuse pour l'éducation, ni les « non » aux objectifs idéologiques correspondant à une vision fantasmée du passé, ni les « non » aux suppressions de poste et à la précarisation des moyens.

En toute indépendance, fidèle à ses valeurs fondatrices que sont la laïcité, l'égalité, son attachement à la qualité du service public d'éducation, la FCPE, première fédération de parents d'élèves, forte du soutien de tous les parents qui, encore cette année, ont voté pour elle, demande, en toute légitimité, que le ministre, le gouvernement, le Président de la République entendent enfin l'inquiétude, le désarroi, la colère, et la forte opposition aux méthodes employées et aux textes proposés actuellement.